

Nations Unies  
ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



SIXIÈME COMMISSION, 993<sup>e</sup>  
SÉANCE

Mardi 7 novembre 1967,  
à 10 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Cinquantième anniversaire de la révolution socialiste d'Octobre.....	209
<i>Point 87 de l'ordre du jour:</i>	
Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies: rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats ( <i>suite</i> ) .....	211

Président: M. Edvard HAMBRO (Norvège).

En l'absence du Président, M. Seaton (République-Unie de Tanzanie), vice-président, prend la présidence.

Cinquantième anniversaire de la révolution socialiste d'Octobre

1. M. PECHOTA (Tchécoslovaquie) souligne qu'au moment où, dans le monde entier, des millions de personnes célèbrent le cinquantenaire de la révolution socialiste d'Octobre, il est opportun de rappeler, au sein d'une organisation fondée sur les principes de la paix et du progrès, l'influence qu'a eue cet événement sur le destin de l'humanité. Dès le lendemain de la révolution, le décret sur la paix consacrait le principe sur lequel celle-ci entendait fonder son action et qui a toujours été maintenu depuis. Ce principe, qui a été ultérieurement proclamé dans la Charte des Nations Unies, a supplanté dans le droit international le concept classique de la légalité de la guerre comme moyen de règlement et a permis le développement des règles de l'égalité et de la justice pour tous.

2. Au nom de sa délégation et de celles de la Bulgarie, de Cuba, de la Hongrie, de la Pologne et de la Roumanie, M. Pechota présente de chaleureuses félicitations aux délégations de la RSS de Biélorussie, de la RSS d'Ukraine et de l'Union soviétique, et adresse au peuple soviétique, dont les pays socialistes partagent la légitime fierté, ses vœux de succès pour l'avenir.

3. M. EL-ERIAN (République arabe unie) dit que le cinquantième anniversaire de la révolution socialiste d'Octobre appelle l'attention du monde entier sur les immenses progrès que l'Union soviétique a accomplis dans tous les domaines et qui se sont traduits, au-delà des frontières nationales, par une importante contribution au développement économique et à la coopération sur le plan international. L'apport

de l'Union soviétique dans le domaine du droit international a également été considérable, en raison de l'attitude progressiste que ce pays a adoptée dès le principe en écartant les règles traditionnelles au profit de la coopération internationale. L'URSS a manifesté cette attitude par des actes d'un grand retentissement. Tout d'abord, elle a dénoncé le régime des capitulations, dans le cadre duquel les puissances européennes maintenaient leur préention à la juridiction consulaire qui limitait dans une large mesure la compétence territoriale de l'Egypte et à laquelle ces pays n'ont renoncé qu'en 1937 à Montreux. En deuxième lieu, l'URSS par la divulgation d'un arrangement secret durant la première guerre mondiale et sa condamnation de la diplomatie secrète, a contribué au développement de la doctrine de la diplomatie publique qui devait trouver sa consécration dans l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, dont les dispositions relatives à l'enregistrement des traités ont été reprises dans l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. En troisième lieu, c'est sur l'initiative de l'Union soviétique que l'Organisation des Nations Unies a entrepris l'examen de questions aussi importantes que celles de la définition de l'agression, du désarmement général et complet et de la liquidation du colonialisme. Enfin, si l'on a entrepris l'étude des principes de la coexistence pacifique le mérite en revient en grande partie à ce pays.

4. Au nom de sa délégation et de celles du Soudan et de la Syrie, M. EL-Erian est heureux de l'occasion qui lui est donnée d'adresser de sincères félicitations au peuple et au Gouvernement de l'Union soviétique.

5. M. KHASHBAT (Mongolie) exprime les félicitations de sa délégation aux Républiques soviétiques à l'occasion de la commémoration de l'avènement du premier pays socialiste de l'histoire. C'est la révolution d'Octobre qui a ouvert l'ère de la lutte pour l'indépendance des peuples exploités, et l'Union soviétique a été le premier pays à reconnaître, en 1921, l'indépendance de la Mongolie. Celle-ci lui doit d'avoir réussi, grâce à son amitié et à sa collaboration, à passer du féodalisme au progrès social, sans connaître le capitalisme.

6. M. Krishna RAO (Inde) dit que, quelles que soient les appréciations qu'on ait pu porter, suivant les points de vue, sur la révolution d'Octobre, cet événement a été sans conteste le plus déterminant du siècle. S'il est malaisé de juger des succès et des échecs intervenus, on ne peut manquer d'être fasciné par un fait qui, selon le Premier Ministre de l'Inde, a été l'un des grands tournants de l'histoire et qui a permis de renverser la féodalité, de mettre fin

à l'exploitation et d'indiquer de nouvelles voies de développement.

7. Sur le plan international, l'Union soviétique a montré le chemin dans le domaine de la coexistence pacifique et, malgré ses réserves initiales, a reconnu à la Cour internationale de Justice la qualité de principal organe judiciaire des Nations Unies. L'URSS, dans le cadre qui lui est propre, a développé l'étude du droit international et a manifesté sa foi dans la création d'un droit multinational qui trouve son expression depuis 14 ans dans des conventions dont l'importance est essentielle pour les pays en voie de développement.

8. En adressant ses félicitations au pays de la révolution d'Octobre, le représentant de l'Inde souligne que les résultats obtenus par la société soviétique ont dissipé les prédictions pessimistes et sont le gage qu'à l'avenir l'URSS continuera à agir en faveur des exploités.

9. M. YASSEEN (Irak) adresse au représentant de l'Union soviétique les félicitations très chaleureuses de sa délégation et de celles du Koweït, du Liban et de la Libye à l'occasion du cinquantenaire de la révolution d'Octobre, et salue les efforts exceptionnels que celle-ci a déployés pour la libération de l'être humain. Il souhaite sincèrement au peuple soviétique de nouveaux succès au service de l'humanité.

10. M. ENGO (Cameroun) s'associe, au nom de sa délégation et de celle du Sierra Leone, aux félicitations adressées à l'Union soviétique. Il souligne l'influence qu'a eue la révolution d'Octobre sur la libération des peuples ainsi que la progression rapide du niveau de vie de la société soviétique. Sa délégation apprécie tout particulièrement l'appui que l'URSS a donné au principe de la coexistence pacifique entre tous les pays, quel que soit leur régime politique, économique ou social et tient à féliciter l'Union soviétique d'avoir accéléré la codification et le développement progressif du droit international.

11. M. MILLER (Canada), notant qu'à un jour près le centenaire du Parlement canadien coïncide avec le cinquantenaire de la révolution d'Octobre, dit qu'en la circonstance le Canada est désireux d'affirmer sa solidarité avec les autres pays. Les Canadiens se réjouissent des importantes contributions que l'URSS a apportées au cours des 50 dernières années dans les arts et les sciences ainsi que pour la compréhension et la coopération internationales en vue desquelles l'ONU a été créée.

12. M. van LARE (Ghana) déclare que sa délégation s'associe aux félicitations adressées à l'Union soviétique et exprime l'espoir que les liens qui unissent les pays ayant des régimes différents ne feront que se resserrer à l'avenir.

13. M. AMADO (Brésil) adresse à l'Union soviétique, au nom du Brésil ainsi que de l'Argentine, du Chili, du Mexique et de l'Uruguay, le témoignage de leur admiration pour la grandeur de la Révolution socialiste soviétique. D'un pays presque entièrement paysan, dont la population était illettrée aux quatre cinquièmes, l'événement a fait rapidement un grand producteur industriel et une société où non seule-

ment l'analphabétisme n'existe pas, mais où les livres sont parmi les biens les plus répandus.

14. L'expérience soviétique revêt une signification exemplaire pour beaucoup de pays dits sous-développés. De doctrine philosophico-sociologique qu'il était, la révolution d'Octobre a fait du marxisme une réalité russe. La leçon qu'en tirent les pays au nom desquels parle M. Amado, c'est qu'il faut arriver — en procédant dans la liberté et en évitant les effusions de sang ainsi que toute lutte aux conséquences morales durables — à construire à très long terme sans s'arrêter à un pragmatisme aux effets seulement immédiats. En Union soviétique, la condition des savants, l'organisation des recherches, l'ordre et la continuité dans la préparation des résultats forcent l'admiration et constituent une réussite lumineuse qui honore le genre humain.

15. Les cinq pays d'Amérique latine, dont le représentant du Brésil est le porte-parole en l'occurrence, veulent croire que le puissant effort de la société soviétique sera associé à ceux des autres pays en vue de la réalisation des espoirs qui se sont exprimés par la création de l'Organisation des Nations Unies.

16. M. VIRALY (France) dit que son pays adresse un salut très cordial à l'Union soviétique à l'occasion du cinquantenaire de la révolution d'Octobre, avec une pleine conscience du sens que revêt cet événement plus d'un siècle après la Révolution française, et il souligne à ce propos l'amitié qui lie les peuples et les Gouvernements français et soviétique.

17. M. OBUNDERE (Nigéria) s'associe aux félicitations adressées aux délégations de la RSS de Biélorussie, de la RSS d'Ukraine et de l'URSS. Son pays voit avec plaisir dans l'Union soviétique un exemple d'heureuse coexistence dans un même ensemble de populations hétérogènes.

18. M. MARIKKAR (Ceylan) dit que sa délégation se joint à toutes celles qui ont reconnu l'importance de la Révolution soviétique dans l'histoire. Ceylan, qui entretient des liens d'amitié avec l'Union soviétique, n'oublie pas la contribution que celle-ci a apportée à son agriculture et à son industrie, non plus que les apports culturels de la société soviétique et sa contribution à la paix et à la compréhension internationales. M. Marikkar est convaincu que l'Union soviétique continuera à partager ses connaissances et ses ressources pour assurer plus de bien-être à l'humanité.

19. M. MUSA (Somalie) s'associe aux félicitations adressées à l'Union soviétique à l'occasion de la commémoration de la révolution d'Octobre et se plaît à signaler les bonnes relations que, depuis son accession à l'indépendance, la Somalie entretient avec ce pays.

20. M. SY SAVANE (Guinée) souligne la grandeur de la Révolution socialiste soviétique, qui a été un apport fécond au patrimoine mondial. La Guinée a reçu un appui réel de l'URSS lorsqu'elle s'est refusée à accepter l'esprit mercantile du colonialisme, et elle tient à rendre hommage aux idéaux soviétiques qui ont conduit à l'égalité. M. Sy Savane adresse à l'Union soviétique les félicitations chaleureuses du peuple, du parti et du Gouvernement guinéens.

21. M. KHLESTOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) remercie sincèrement les délégations qui ont adressé des félicitations à sa propre délégation et à celles de la RSS de Biélorussie et de la RSS d'Ukraine et déclare que le peuple soviétique célèbre le cinquantenaire de sa révolution dans la liesse parce qu'elle lui a apporté la solution de ses problèmes. C'est à juste titre que l'on a mentionné le décret relatif à la paix adopté à l'aube du pouvoir soviétique. C'est là un document fondamental, car le maintien de la paix doit être la préoccupation dominante dans les relations entre Etats.

22. Le PRESIDENT conclut des paroles élogieuses qui viennent d'être prononcées que la Commission souhaite présenter ses félicitations à l'URSS, à la RSS de Biélorussie et à la RSS d'Ukraine à l'occasion du cinquantenaire de la révolution socialiste d'Octobre, et c'est avec plaisir qu'il le fait en son nom.

#### POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies: rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (suite) [A/6799]

23. M. PECHOTA (Tchécoslovaquie) rappelle que cinq années se sont écoulées depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 1815 (XVII) qui a tracé les grandes lignes d'un programme de codification et de développement progressif des principes du droit international présentant une importance particulière pour le maintien de la paix et le développement de la coexistence pacifique entre les Etats. La délégation tchécoslovaque, qui attache une grande importance à cette question, souligne qu'il est d'autant plus urgent de renforcer l'ordre juridique international contemporain que se multiplient les actes d'agression et d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats.

24. A plusieurs reprises, la délégation tchécoslovaque a signalé la constante érosion de la légalité internationale. Selon elle, les facteurs essentiels qui entravent le bon fonctionnement du droit international sont le mépris des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et la tendance de certains Etats à faire usage de doubles critères dans leurs relations internationales, la survivance du concept politique archaïque selon lequel la force prime le droit et, enfin, la résistance au développement du rôle du droit international dans les domaines essentiels de la vie internationale. La délégation tchécoslovaque déplore toutes les atteintes aux principes de la Charte et insiste sur la nécessité de mettre fin à la situation que l'on constate dans plusieurs régions du monde et qui est marquée par l'usage de la force en violation de la Charte et des principes du droit international dont l'autorité est généralement reconnue. Aussi a-t-elle accueilli avec satisfaction l'adoption de la résolution 2160 (XXI) par laquelle l'Assemblée générale a adressé un appel urgent aux Etats pour qu'ils respectent strictement l'interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales

et le droit des peuples à l'autodétermination. Il importe que la Sixième Commission tienne dûment compte de cette résolution.

25. La délégation tchécoslovaque estime qu'à sa troisième session, tenue à Genève en 1967, le Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats a franchi une étape importante de son travail de codification et elle juge positif le bilan de cette session. Elle se félicite de l'accord intervenu au sein du Comité spécial sur deux autres principes, à savoir le devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres conformément à la Charte et le principe que les Etats remplissent de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées conformément à la Charte. En revanche, bien que de nombreux pays se soient déclarés convaincus de la nécessité de renforcer le principe que les Etats s'abstiennent de recourir à la menace ou à l'emploi de la force soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies et le principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples, fort peu de progrès ont été accomplis en ce qui concerne ces éléments essentiels de la coexistence pacifique et, selon la délégation tchécoslovaque, cet échec est dû à l'attitude des partisans d'une politique de puissances qui refusent de voir apporter des limites à leur liberté d'action. Il n'est pas non plus normal que, s'agissant du principe concernant le devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat conformément à la Charte, certains pays se soient de nouveau opposés, au sein du Comité spécial, à la décision, prise en 1966, de respecter la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté [résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale] et de chercher à élargir la portée de l'accord consacré par cette déclaration. Il importe toutefois de ne pas renoncer à trouver une solution acceptable et satisfaisante et de ne pas perdre de vue l'urgence du problème.

26. En ce qui concerne les travaux futurs sur cette question, on peut se demander, tout d'abord, si la méthode de travail actuelle du Comité spécial le met à même d'accomplir avec succès la tâche dont il a été chargé par l'Assemblée générale. La délégation tchécoslovaque estime qu'il y aurait lieu de l'améliorer. Il ne faut pas, bien entendu, renoncer à parvenir à un accord général sur les questions étudiées, étant donné que tout processus de création de règles juridiques repose, en dernier ressort, sur l'entente pouvant être réalisée entre Etats appartenant à des systèmes politiques et juridiques différents, mais cela ne veut pas dire qu'il faille admettre qu'un seul Etat peut s'opposer au développement progressif du droit en refusant de reconnaître une règle acceptée quasi unanimement.

27. On peut, en second lieu, se demander s'il y a intérêt à réunir à nouveau le Comité spécial. A cette question, la délégation tchécoslovaque répond par l'affirmative, car elle estime qu'en dépit des difficultés rencontrées et des échecs enregistrés, le bilan

des activités du Comité spécial est dans l'ensemble positif et que la reprise des travaux du Comité est la seule mesure capable de conduire au succès. Il importe, cependant, qu'à sa quatrième session, le Comité spécial ne perde pas de vue l'urgence de sa tâche.

28. Enfin, en ce qui concerne le mandat à donner au Comité spécial pour sa quatrième session, la délégation tchécoslovaque est d'avis qu'il faut donner la priorité absolue aux principes sur lesquels aucun accord ne s'est fait, à savoir le principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force et le principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples. M. Pechota note à cet égard que c'est à l'Assemblée générale qu'il appartiendra, en définitive, de se prononcer sur les questions dont est saisi le Comité spécial, et de trouver, le cas échéant, des solutions à celles que le Comité spécial n'aurait pas réussi à résoudre.

29. L'objectif recherché est l'élaboration d'une déclaration qui énoncera les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. Il importe de n'épargner aucun effort pour mener à bonne fin l'accomplissement de la tâche entreprise à la suite de l'adoption de la résolution 1815 (XVII) et pour faire en sorte que la déclaration dont il s'agit recueille le plus large appui.

30. M. BENJAMIN (Etats-Unis d'Amérique) dit que le bilan des travaux du Comité spécial en 1967 est largement positif même si ce comité n'a pu établir un texte de consensus que pour deux principes seulement et n'a réussi à s'entendre que sur l'analyse d'un troisième.

31. En ce qui concerne le premier, le Comité de rédaction que le Comité spécial avait reconstitué dès le début de ses travaux (voir A/6799, par. 18) a élaboré un texte de consensus qui proclame le principe fondamental que les Etats remplissent de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées conformément à la Charte et qui consacre la primauté des obligations découlant de la Charte, en cas de conflit avec d'autres obligations. Ce rappel des obligations contractées en vertu de la Charte et de leur primauté n'est pas une répétition oiseuse de l'Article 103 de la Charte, mais plutôt une réaffirmation de l'importance vitale que revêt, dans un monde interdépendant, l'exécution des obligations imposées par la Charte, comme le devoir de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies. D'autre part, l'énoncé du principe traduit à juste titre la nécessité de respecter les obligations internationales qui s'imposent à tout Etat, que ces obligations découlent du droit international coutumier ou conventionnel. Le texte dispose en effet que chaque Etat a le devoir de remplir de bonne foi les obligations qui lui incombent en vertu des principes et règles généralement reconnus du droit international et en vertu d'accords internationaux, ce qui va bien plus loin qu'une simple paraphrase des dispositions de la Charte. Le Comité spécial était saisi de plusieurs propositions controversées qu'il a bien fait

d'écarter. Il avait été proposé, par exemple, de déclarer qu'un Etat ne devait remplir de bonne foi que les obligations découlant "des traités internationaux qu'il a librement conclus et sur la base de l'égalité" (*ibid.*, par. 237). Cette proposition a été omise à juste titre, car elle avait trait à des problèmes extrêmement complexes devant être abordés à la prochaine Conférence de Vienne sur le droit des traités, et le fait de l'énoncer de façon trop succincte pourrait menacer la stabilité des relations découlant de traités et, par là même, l'édification des nations et la cause de la paix mondiale. Il est cependant regrettable, étant donné que la suprématie du droit international ne devrait plus être considérée comme matière à controverse, que le Comité de rédaction n'ait pu inclure dans le texte le principe selon lequel nul Etat ne peut se soustraire légalement à ses obligations découlant du droit international en invoquant son droit interne ou sa politique nationale.

32. Pour ce qui est, en second lieu, du devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres conformément à la Charte, le Comité de rédaction a agi judicieusement en accordant la priorité au devoir des Etats de coopérer les uns avec les autres en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales, tout en précisant que les Etats Membres des Nations Unies ont le devoir d'agir tant conjointement qu'individuellement, en coopération avec l'ONU, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte. Il est bien évident qu'une clause aussi générale ne saurait résoudre les problèmes qui ont profondément divisé les Membres de l'Organisation, mais elle constitue un progrès considérable. Les derniers mots "conformément aux dispositions pertinentes de la Charte" permettent à chacun de défendre la position que lui dicte sa conscience. Le texte établi pour ce principe énonce ensuite le devoir des Etats de coopérer pour assurer le respect universel et la mise en œuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, ainsi que l'élimination de la discrimination raciale et de l'intolérance religieuse sous toutes ses formes. La délégation des Etats-Unis attache une importance particulière à la notion d'une obligation juridique existante dans le domaine des droits de l'homme. Enfin, le dernier paragraphe du texte énonce le devoir des Etats de conjuguer leurs efforts pour promouvoir la croissance économique dans le monde entier, particulièrement dans les pays en voie de développement. Il ne s'agit pas, en l'espèce, d'une obligation juridique, car il est difficile, compte tenu du principe de l'égalité souveraine des Etats, d'imposer une obligation juridique de coopérer en faveur, notamment, d'un groupe particulier de pays; le seul but du texte est d'encourager cette coopération.

33. Malgré ces progrès, il est regrettable que le Comité spécial n'ait pu parvenir à un accord sur le principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force. L'accord auquel la Commission avait pu aboutir à ce sujet, lors de la vingtième session, sur la base des travaux que le Comité spécial avait accomplis à sa première session tenue à Mexico en 1964 prouve cependant qu'il est possible de réaliser des progrès. Il est regrettable que quelques membres du Comité spécial, en 1966, soient revenus sur ce consensus.

34. Le Comité spécial a réussi, à sa troisième session à Genève en 1967, à énoncer un certain nombre de principes généraux sur lesquels il pourra fonder ses travaux futurs en la matière. Il a été admis, par exemple, que "tout Etat est tenu de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force pour violer les frontières existantes d'un autre Etat ou comme moyen de règlement des différends internationaux, y compris les différends territoriaux et les questions relatives aux frontières entre Etats" (*ibid.*, par. 107, point 3 du rapport du groupe de travail).

35. L'accord ne s'est pas réalisé sur le point de savoir s'il convenait de mentionner à ce propos les lignes internationales de démarcation, mais les Etats-Unis ont toujours estimé qu'il serait tout aussi illégal de recourir à la force pour modifier des lignes internationales de démarcation d'existence récente que des frontières établies depuis longtemps. Ne pas appliquer le paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies ne peut qu'encourager l'anarchie. Son application aux lignes internationales de démarcation ne signifie absolument pas que l'on attribue un caractère politique ou immuable ou une durée indéfinie à une ligne de démarcation établie à la suite d'un armistice; cela revient seulement à déclarer que toute modification d'une telle ligne de démarcation ne peut intervenir que par des moyens pacifiques.

36. Le Comité de rédaction est également parvenu à un accord sur plusieurs autres aspects importants du principe de l'interdiction du recours à la force.

Il a été convenu qu'il existait un devoir de s'abstenir d'actes de représailles par les armes, de s'abstenir d'organiser ou d'encourager à organiser des bandes armées en vue d'incursions dans d'autres Etats et de s'abstenir de participer à une guerre civile ou à des actes de terrorisme sur le territoire d'un autre Etat. Il a été convenu également d'insérer le concept de désarmement général et complet sous contrôle international efficace et qu'il était nécessaire de rendre plus efficace le système de sécurité de l'ONU bien qu'une ou deux délégations aient douté de l'opportunité d'inclure une déclaration portant sur ce dernier point dans l'énoncé du principe (*ibid.*, par. 107, points 5, 6, 10 et 11 du rapport du groupe de travail). La délégation des Etats-Unis espère qu'il sera possible d'apaiser les inquiétudes qui ont été manifestées à cet égard, car, si les opinions divergent quant à la façon de doter l'Organisation des moyens qui lui permettraient de remplir sa tâche essentielle, tout le monde est d'accord sur l'objectif lui-même.

37. Le principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force soulève encore des difficultés considérables, de même que le principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples et le principe concernant le devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Etat, mais la délégation des Etats-Unis est convaincue que ces difficultés pourront être résolues si chacun fait preuve de bonne volonté et est disposé à faire des concessions.

*La séance est levée à 12 h 40.*